

Glorification de nazis et de collaborateurs nazis
La falsification de l'histoire et la tentative de
camouflage du Canada



Le Canada officiel tente de réécrire l'histoire sur le refuge donné aux collaborateurs nazis

– Pauline Easton –

• L'Université de l'Alberta tente de dissimuler son rôle dans la glorification des collaborateurs nazis et la falsification de l'histoire

– Peggy Morton –

À titre d'information

- **Les dotations à l'Université de l'Alberta au nom de membres de la Waffen-SS et d'autres organisations avec des liens avec le nazisme**
- **Mission méprisable de l'Institut canadien d'études ukrainiennes et de l'Encyclopédie de l'Ukraine de réviser l'histoire**

Monument anticommuniste à Ottawa

- **Au nom de la «diligence raisonnable», le Canada reporte l'inauguration du «Monument aux victimes du communisme»**
- **Un coup d'oeil sur le financement du monument anticommuniste**

À titre d'information

- **Le concept de design**
 - **Liste de noms**
- **Au sujet de Tribute to Liberty et sa définition de victimes du communisme**

– *LML, 18 mars 2017* –

Lettre à la rédaction

- **Des excuses bidon**

Balado

- **Des nazis au Canada**

– *Étincelle-Radio, Jeunes pour le renouveau démocratique* –

Glorification de nazis et de collaborateurs nazis

Le Canada officiel tente de réécrire l'histoire sur le refuge donné aux collaborateurs nazis

– *Pauline Easton* –

Devant l'indignation des Canadiens de voir le Parlement tout entier se lever pour ovationner un ancien combattant de la division Waffen-SS Galicie parce qu'il « a combattu pour l'indépendance de l'Ukraine contre les Russes pendant la Seconde Guerre mondiale », le gouvernement Trudeau tente de détourner l'attention de la falsification officielle de l'histoire par le Canada, fondée sur un anticommunisme virulent et sur l'objectif de détruire la Russie. Dans cette veine, les collaborateurs nazis et les criminels de guerre sont présentés comme des héros et leur désinformation est répétée à l'infini comme une vérité historique.



Sur la colline du Parlement le 19 septembre 2015 pour exprimer que les Canadiens rejettent la tentative du gouvernement Harper d'imposer un monument anticommuniste comme valeurs canadiennes.

La première tentative ratée du gouvernement de déguiser la vérité sur sa position a été l'affirmation du premier ministre Trudeau à la Chambre des communes que tout le monde présent dans la Chambre a rendu hommage « sans le savoir » au collaborateur nazi ukrainien Yaroslav Hunka. Il a ensuite mis en garde les Canadiens contre la « propagande russe » qui utilise l'événement pour faire de la désinformation sur la guerre par procuration des États-Unis/OTAN en Ukraine.

Présenter les collaborateurs nazis comme des héros parce qu'ils auraient été victimes du communisme est une chose. Cela fait partie intégrante de la participation du Canada aux tentatives anglo-américaines de renverser la Russie soviétique en 1917, puis l'Union soviétique avant la fin de la Deuxième Guerre mondiale. À l'époque, le Canada a soutenu les actions des services de renseignement britanniques et américains qui ont recruté et intégré dans leurs rangs des membres de la machine à tuer des nazis. Le Canada ment à ce sujet en prétendant que tout cela est fait pour défendre la démocratie et combattre le totalitarisme et d'autres absurdités du même genre. Ces tentatives de camoufler ses prises de position dans le passé et le présent exposent la lâcheté du gouvernement du Canada et des partis cartellisés au parlement qui se joignent aux États-Unis pour commettre des crimes odieux contre les peuples du monde aujourd'hui au nom de la liberté, de la démocratie, des droits humains et de la paix.



La leader du gouvernement à la Chambre des communes Karina Gould (à gauche) et le président de la Chambre des communes Anthony Rota (à droite) avec Yaroslav Hunka, le 22 septembre. Au milieu, derrière Yaroslav Hunka, se trouve son fils Martin. La photo a été prise par la fille de Yaroslav Hunka.

Le parlement a ovationné Yaroslav Hunka le vendredi 22 septembre et il a fallu attendre au mercredi 27 septembre pour que Justin Trudeau présente ses « excuses ». Il a déclaré à la Chambre des communes :

« Au nom de toutes les personnes présentes à la Chambre, je tiens à présenter mes plus sincères excuses pour ce qui s'est produit vendredi et pour la situation dans laquelle le président Zelensky et la délégation ukrainienne ont été placés. Pour nous tous qui étions présents, le fait d'avoir rendu hommage à cet individu sans savoir qui il était a été une terrible erreur et une violation de la mémoire de ceux qui ont cruellement souffert aux mains du régime nazi. »



Le collaborateur nazi ukrainien Yaroslav Hunka reçoit une ovation au Parlement, le 22 septembre. Parmi les personnes assises avec lui à la tribune se trouve une délégation du Congrès des Ukrainiens canadiens. À quatre sièges à droite de Yaroslav Hunka se trouve le chef d'état-major de la défense du Canada, le général Wayne Eyre.

Dans une brève déclaration avant son entrée à la Chambre, le premier ministre a réitéré que le président de la Chambre Anthony Rota était « l'unique responsable de l'invitation et de la reconnaissance » de Hunka le 22 septembre et qu'il a « entièrement accepté cette responsabilité et démissionné ». Il a néanmoins reconnu que cette erreur avait « profondément embarrassé le Parlement et le Canada » :

« Nous tous qui étions à la Chambre vendredi regrettons profondément de nous être levés et d'avoir applaudi, même si nous l'avons fait sans connaître le contexte. Il s'agit d'une horrible violation de la

mémoire des millions de personnes qui sont mortes pendant l'Holocauste, et cela a été profondément douloureux pour le peuple juif. »

Après coup, Justin Trudeau s'est souvenu d'autres personnes, mais a quand même « oublié » de mentionner les millions de Canadiens qui ont combattu pour vaincre le nazisme, le fascisme et le militarisme japonais pendant la Deuxième Guerre mondiale. Les prisonniers de guerre soviétiques qui ont été traités sans pitié en captivité par les nazis ne méritent pas non plus d'être mentionnés spécifiquement. Il a dit : « Cela a aussi été blessant pour les Polonais, les Roms, les personnes LGBTQ+, les personnes handicapées, les personnes racisées et les millions d'autres personnes persécutées par le régime nazi. »



Le premier ministre a immédiatement tenté de détourner l'attention en prétendant s'attaquer à la « désinformation russe sur l'hommage canadien » en disant que « c'est extrêmement troublant de penser que cette flagrante erreur soit politisée par la Russie et ses partisans afin de diffuser une propagande mensongère sur les raisons qui poussent l'Ukraine à combattre et à se défendre ».

Et c'est là toute l'ironie, car ce n'est pas seulement un individu, Yaroslav Hunka, que le Canada honore, mais tous les membres du

Congrès des Ukrainiens canadiens (CUC) qui ont été pratiquement intégrés à l'appareil décisionnel du Cabinet lorsqu'il s'agit de la guerre par procuration des États-Unis/OTAN en Ukraine. C'est le Canada, et non la Russie, qui utilise la désinformation sur ses relations avec les collaborateurs nazis en Ukraine pour cacher les raisons pour lesquelles il se bat en Ukraine. Dire maintenant qu'il ne sait rien des collaborateurs nazis ne passe pas. Les preuves sont trop accablantes et ceux qui tentent frénétiquement de faire marche arrière ne manqueront pas de tomber face contre terre, encore et encore.

Pour sa part, le chef de l'opposition Pierre Poilievre a répondu aux excuses de Justin Trudeau en poussant les objectifs sectaires de son parti pour vaincre les libéraux et former le prochain gouvernement. Il a dit : « Le premier ministre est maintenant responsable du pire embarras diplomatique de l'histoire du Canada. Et qu'a-t-il fait de cette responsabilité ? Il se cache. »

Cela de la bouche du chef du Parti conservateur du Canada, dont la direction elle-même a été entre les mains de collaborateurs nazis à maintes reprises, ainsi que de ceux qui affirment que des nazis purs et durs sont leurs plus grands mentors, comme Jason Kenney. En 2009, Jason Kenney a déclaré que l'un de ses plus grands héros était Aloysius Stepinac, prélat dans l'État indépendant de Croatie nazi pendant la guerre, qui compte parmi ses nombreux crimes le massacre de juifs de Croatie. (Voir une [vidéo](#) où Jason Kenney parle de la photo d'Aloysius Stepanic sur son bureau.)

C'est ainsi que des tentatives officielles de réécrire l'histoire sont faites dans le présent, suivant le

narratif que tous ceux qui étaient présents à la Chambre « ne savaient pas » ou qu'ils ont agi « par inadvertance » ou ont causé des dommages « non voulus ». Mais les faits montrent le contraire et les mensonges et les dissimulations vont tôt ou tard être exposés. Les tentatives du Canada officiel d'empêcher les Canadiens d'aller au coeur de l'affaire iront de mal en pis et les responsables à différents niveaux vont continuer de s'embourber. Et ceux qui vont au coeur des choses et rappellent la vérité peuvent s'attendre à être de plus en plus accusés d'être des « propagandistes russes », des « agents étrangers » et, finalement, si les Canadiens n'y mettent pas fin maintenant, des « ennemis de l'État ». Cela ne doit pas passer !



Le 25 septembre 2023, la leader parlementaire libérale Karina Gould a qualifié de « profondément embarrassante » la reconnaissance accordée par le Parlement au collaborateur nazi ukrainien Jaroslav Hunka le 22 septembre. Elle a déclaré que pour les parlementaires de tous bords, « il est très important que nous travaillions collectivement pour rayer cette reconnaissance du compte-rendu ». Sa motion a été rejetée.

Il est important de dénoncer les tentatives de donner refuge aux collaborateurs nazis d'hier et d'aujourd'hui, notamment en exigeant que tous les monuments qui glorifient le nazisme soient retirés sans plus attendre et que tous les fonds versés pour promouvoir leurs causes soient restitués en nature à ceux qui ont été victimes du nettoyage ethnique et du génocide de l'État canadien d'une manière ou d'une autre. Les Canadiens doivent s'assurer que la glorification du nazisme ne se fasse pas en leur nom.



La vice-première ministre Chrystia Freeland lors d'un rassemblement à Toronto, le 27 février 2022, avec la bannière des organisations fascistes ukrainiennes qui ont collaboré avec les nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale. Bien qu'elle soit diplômée en histoire russe et en études slaves, le 5 octobre 2023, en référence à l'ovasion du 22 septembre au Parlement, elle a prétendu ignorer que Jaroslav Hunka était un collaborateur nazi. « Aucun d'entre nous n'a compris, aucun d'entre nous n'a reconnu ce qui se passait, a déclaré Freeland. Cela ne fait qu'aggraver la très sérieuse erreur et rend la situation vraiment douloureuse pour nous tous. [...] Je voudrais vraiment nous inciter tous à comprendre que la propagande russe est réelle, que la Russie, en ce moment même, tue le courageux peuple ukrainien, et que nous devons nous opposer très, très fermement à tout ce que Vladimir Poutine dit et fait. »

Ce supplément du *LML* contient des informations sur les efforts déployés par le Canada officiel

pour déguiser la vérité. Pour leur part, les Canadiens exigent que tous les monuments qui glorifient les collaborateurs nazis soient immédiatement retirés, sans faux-fuyants quant à leur intention, et que tous ceux qui font partie de ce camouflage, non seulement dans le passé mais aussi aujourd'hui, soient démis de toute position de pouvoir, de privilège et d'influence.



L'Université de l'Alberta tente de dissimuler son rôle dans la glorification des collaborateurs nazis et la falsification de l'histoire

– Peggy Morton –

L'Université de l'Alberta tente de se distancier du rôle majeur qu'elle a joué dans la glorification des criminels de guerre et des collaborateurs nazis. Après qu'il a été révélé qu'elle avait accepté un don au nom de Yaroslav Hunka, vétéran de 98 ans de la division galicienne de la Waffen-SS qui a reçu deux ovations au Parlement canadien le 22 septembre, l'université a publié le 27 septembre une « Déclaration sur la disposition d'un fonds de dotation ». Elle dit s'être penchée sur le fonds la dotation de 30 000 dollars qui existait au nom de Yaroslav Hunka créé par un don de la famille de Hunka à l'Institut canadien d'études ukrainiennes (ICEU) de l'université en 2019.

« Après avoir examiné attentivement les complexités, les expériences et les circonstances des personnes touchées par la situation, nous avons pris la décision de dissoudre le fonds de dotation et de restituer les fonds au donateur. L'université reconnaît et regrette le préjudice involontaire causé », peut-on lire dans la déclaration.

En disant qu'elle « regrette le préjudice involontaire causé » en acceptant le don d'un membre de la SS, l'Université de l'Alberta laisse entendre qu'elle n'accepterait pas sciemment une telle contribution. En outre, la vice-présidente de l'université Verna Yiu déclare :

« Au nom de l'université, je tiens à exprimer notre engagement à lutter contre l'antisémitisme dans toutes ses manifestations, y compris les façons dont l'Holocauste continue de résonner dans le présent. Les valeurs fondamentales de l'université comprennent un engagement envers l'intégrité académique et envers l'inclusion dans ses recherches, son enseignement et ses contributions au développement de la communauté[1]. »



En d'autres termes, elle ne reconnaît même pas les activités meurtrières de la Waffen-SS Galicie contre les Juifs, mais aussi contre les Polonais, les Roms, les prisonniers de guerre soviétiques, les résistants partisans et d'autres encore. La prétention que le don de la famille Hunka était un égarement aux conséquences regrettables et involontaires, ou que l'université s'engage à respecter « l'intégrité académique et l'inclusion dans ses recherches, son enseignement et ses contributions au développement de la communauté » est une fausseté colossale.

L'ICEU et son projet, *l'Encyclopédie en ligne de l'Ukraine*, ont accepté de nombreux dons de membres connus de la Waffen-SS Galicie. L'université a fait l'éloge de ces donateurs et de ceux au nom de qui les dons ont été faits. Qui plus est, il attribue sa conception et sa création à Peter Savaryn, un membre de la Waffen-SS Galicie qui a avait été nommé à l'Ordre du Canada, geste sans doute involontaire lui aussi pour lequel la gouverneure générale vient de présenter des excuses et a dit regretter.

Peter Savaryn a été chancelier de l'Université d'Alberta, qui lui a décerné un doctorat honorifique. Il a également été président de l'Association progressiste-conservatrice de l'Alberta et vice-président du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Le *National Post* rapporte : « Dans une déclaration, Rideau Hall a dit regretter le prix décerné à Peter Savaryn en 1987. Savaryn a été chancelier de l'Université de l'Alberta et président du Parti progressiste-conservateur de l'Alberta dans les années 1980. Il a également servi dans la Waffen-SS, une unité nazie volontaire en Ukraine pendant la Deuxième Guerre mondiale. [...]

« Savaryn est décédé en 2017 et, conformément à la constitution de l'Ordre du Canada, sa décoration a été automatiquement annulée. Il a également reçu les médailles du Jubilé d'or et du Jubilé de diamant, et Rideau Hall étudie la possibilité de les annuler. »

L'Université de l'Alberta et le Gouvernement du Canada ne peuvent pas prétendre qu'ils ne savaient pas qui était Peter Savaryn. Cela touche au coeur du problème de la manière dont le Canada a enrôlé des collaborateurs nazis pour faire avancer la guerre froide lancée par les impérialistes anglo-américains contre l'Union soviétique pour établir l'hégémonie mondiale des États-Unis.



Volodymyr Kubijovyc (encerclé) lors d'une cérémonie de recrutement pour la Waffen-SS Galicie, 1943-1944

L'un des premiers projets de l'ICEU a été de signer un contrat pour lancer la soi-disant Encyclopédie de l'Ukraine avec Volodymyr Kubijovyc, le principal collaborateur ukrainien dans la Pologne occupée, qui a collaboré au plus haut niveau avec les nazis pour créer la Waffen-SS Galicie. Kubijovyc était à la tête du Comité central ukrainien (CCU) qui a collaboré avec les nazis lors de l'occupation de la Pologne. Le grand-père de Chrystia Freeland était rédacteur en chef du journal du CCU, connu pour son contenu pronazi et antisémite.

Selon la description qu'elle donne d'elle-même, « *l'Encyclopédie en ligne de l'Ukraine* est l'ouvrage le plus complet en langue anglaise sur l'Ukraine, son histoire, son peuple, sa

géographie, son économie et son patrimoine culturel. Ce site a été créé et est mis à jour par une équipe d'universitaires et d'éditeurs de l'Institut canadien d'études ukrainiennes (ICEU) (Université de l'Alberta/Université de Toronto). Des centaines de spécialistes du monde entier ont contribué et continuent de contribuer à l'Encyclopédie.

« Ce site est une version augmentée et mise à jour de l'édition en cinq volumes (1984-93) de *l'Encyclopédie de l'Ukraine* qui a été préparée par l'ICEU en coopération avec la Fondation canadienne d'études ukrainiennes et la Société scientifique Shevchenko (NTSh) en Europe occidentale sous la direction du professeur Volodymyr Kubijovyc (rédacteur en chef en 1978-1985) et du professeur Danylo Husar Struk (rédacteur en chef en 1985-1999), et publiée par les Presses de l'Université de Toronto. L'équipe actuelle de *l'Encyclopédie* est composée de Marko R. Stech,

directeur de CIUS Press and Scholarly Publications, Serhiy Bilenky, rédacteur-conseil, Tania Plawuszczak-Stech, rédactrice en chef, Larysa Bilous, rédactrice adjointe, et d'une équipe de rédacteurs spécialisés. Ce site a été conçu par Jaroslaw Kiebalo; Walter Kiebalo a agi en tant que concepteur consultant. Les anciens membres de l'équipe de *l'Encyclopédie* sont Roman Senkus (anciennement rédacteur en chef) et Andrij Makuch (anciennement rédacteur en chef des manuscrits). Les cartes ont été numérisées et éditées par Bohdan Skrobach et Jaroslaw Kiebalo. Le travail de *l'Encyclopédie en ligne de l'Ukraine* en Ukraine est rendu possible grâce au soutien organisationnel de l'Université catholique ukrainienne de Lviv.

« *L'Encyclopédie en ligne de l'Ukraine* est un projet en développement. De nombreuses entrées doivent être ajoutées et de nombreuses entrées existantes doivent être développées et mises à jour afin de refléter les nombreux changements qui se sont produits et continuent de se produire en Ukraine et en Europe de l'Est, et afin d'incorporer des informations qui étaient auparavant inaccessibles. L'équipe éditoriale et les rédacteurs thématiques recueilleront et traiteront systématiquement des informations provenant de diverses sources et les mettront à la disposition du public international sous la forme d'une publication Internet fiable, constamment révisée et mise à jour. Malheureusement, l'ICEU ne peut consacrer qu'une petite partie de son budget annuel à ce projet, et la capacité de l'équipe éditoriale à mettre à jour et à développer la base de données de l'Encyclopédie est sérieusement limitée par des contraintes budgétaires.

« *L'Encyclopédie en ligne de l'Ukraine* est une entreprise ambitieuse et coûteuse dont l'objectif est de produire et de maintenir la meilleure source électronique d'informations en anglais sur l'Ukraine, celle qui fait le plus autorité. Pour atteindre cet objectif, le projet a besoin du soutien financier des commanditaires et des usagers. Devenez un supporteur de l'Encyclopédie dès aujourd'hui ! Tous les dons seront reconnus avec gratitude et des reçus fiscaux seront délivrés. L'ICEU invite et encourage les donateurs à créer des fonds de dotation destinés à la recherche dans des domaines d'étude particuliers présentés dans l'Encyclopédie en ligne. »

Alors que l'Université de l'Alberta tente de faire preuve d'ingéniosité en déclarant qu'elle a soigneusement examiné « les complexités » de sa décision de restituer le don de la famille Hunka, l'Université de Toronto reste silencieuse. Toutes deux pensent pouvoir cacher l'objectif de l'encyclopédie et son rôle dans la révision de l'histoire pour justifier les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et la glorification des collaborateurs nazis.

En fait, on sait aussi que la vice-première ministre du Canada a collaboré à l'encyclopédie, ce qui est minimisé aujourd'hui comme s'il s'agissait d'une entreprise de jeunesse sans conséquence.

Un article d'Andrew Lawton, publié par *True North*, le rappelle :

« Lorsque Chrystia Freeland était une jeune étudiante, elle a participé à la rédaction d'une encyclopédie qui minimisait les liens de la première division galicienne avec les nazis. En 1986, à l'âge de 18 ans, Mme Freeland a travaillé au deuxième volume de l'Encyclopédie de l'Ukraine.

« L'encyclopédie couvre une série de sujets à travers le prisme ukrainien, y compris la Deuxième Guerre mondiale. Elle fait souvent référence à la 14e division Waffen Grenadier de la SS, une armée de volontaires commandée par les nazis et créée en 1943 pour aider les Allemands dans leurs efforts contre l'Union soviétique sur le front de l'Est. [...]

« *L'Encyclopédie de l'Ukraine* s'est largement inspirée des travaux originaux en ukrainien de Volodymyr Kubijovyc, un nationaliste ukrainien et collaborateur nazi dont l'antisémitisme et l'affection pour Adolf Hitler sont bien documentés. Kubijovyc était l'un des fondateurs de la 14e unité de la SS.

« Bien que Kubijovyc soit décédé en 1985, il figure toujours sur la liste des éditeurs du volume auquel Chrystia Freeland a contribué et qui a été publié en 1988.

« L'encyclopédie appelle la 14e division SS 'Division Galizien', en référence aux efforts de la Waffen en Galicie. Si l'entrée principale de l'unité se trouve dans le premier volume de l'encyclopédie, elle est référencée à plusieurs reprises dans le second volume, auquel Mme Freeland a contribué.

« L'encyclopédie choisit de se référer aux forces 'allemandes' plutôt qu'aux forces 'nazies', bien que l'unité fût sous le commandement des SS et pas une unité militaire régulière. Elle tente également de présenter la 14e SS comme un effort principalement ukrainien qui a préparé le terrain pour l'indépendance de l'Ukraine. En réalité, le projet a été mené par le nazi de haut rang Otto Wachter, avec le soutien de Heinrich Himmler.

« '[...] Une formation de volontaires ukrainiens, la Division Galizien, a été créée dans le cadre des forces armées allemandes sur le front soviétique; elle était soutenue par les Ukrainiens non pas en tant qu'unité allemande, mais en tant que noyau des forces armées d'une future Ukraine indépendante', lit-on dans une page de l'encyclopédie.

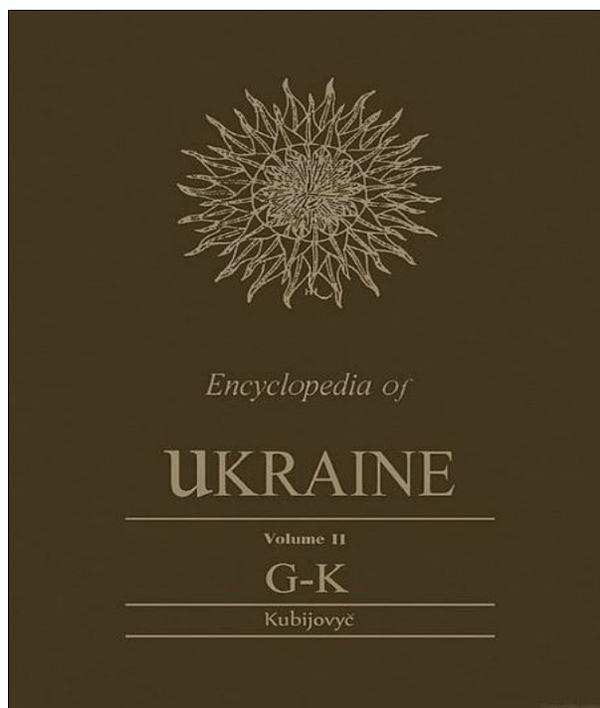
« 'Au printemps 1944, le front se trouvait en Ukraine occidentale et, en juillet, la division Galizien, une formation ukrainienne des forces armées allemandes créée en 1943 et conçue par les organisateurs ukrainiens comme le noyau de la future armée d'une Ukraine indépendante, a été en grande partie détruite lors de la bataille de Brody', lit-on dans un autre passage.

« L'encyclopédie ne fait aucune référence à la conclusion de Nuremberg selon laquelle la SS était une organisation criminelle. On n'y trouve pas non plus l'accusation d'implication de la 14e division SS Galicie dans le massacre de 500 civils polonais dans le village de Huta Pieniacka.

« Les contributions de Mme Freeland à *l'Encyclopédie de l'Ukraine* sont le fruit d'un stage de recherche d'été qu'elle a effectué à l'Institut canadien d'études ukrainiennes, financé par le programme Emploi d'été/Développement de l'expérience du gouvernement du Canada.

« Un bulletin d'information de l'ICEU indique que Chrystia Freeland a 'rédigé des entrées' pour l'encyclopédie sous la supervision du professeur Bohdan Krawchenko, qui est devenu plus tard le directeur de l'ICEU. Son nom apparaît également parmi des dizaines de contributeurs dans les pages liminaires de l'ouvrage. »

Le ministre de l'immigration, Marc Miller, a déclaré que les autorités envisageaient de déclassifier certaines parties du rapport de la Commission Deschênes afin de le rendre public sous une forme « moins expurgée ». Il a déclaré : « Le Canada a une histoire très sombre avec les nazis au Canada. [...] Il y a eu un moment dans notre histoire où il était plus facile d'entrer au Canada en tant que nazi qu'en tant que juif. Je pense que c'est une histoire que nous devons réconcilier. » Si le ministre Marc Miller veut savoir qui sont les collaborateurs nazis, il n'a qu'à consulter la liste des contributeurs à l'encyclopédie de l'ICEU et y ajouter les noms de tous les premiers ministres et fonctionnaires canadiens qui les ont placés dans des positions de pouvoir et de privilège au Canada.



Mais, évidemment, les justifications libérales sont des justifications libérales. L'article d'Andrew Lawton confirme que le porte-parole de Chrystia Freeland a tenté d'aseptiser son rôle dans l'encyclopédie. Il confirme sa participation au projet, mais affirme qu'elle n'avait aucune sympathie nazie.

« La vice-première ministre a contribué, alors qu'elle était jeune, à la rédaction de *l'Encyclopédie de l'Ukraine*, Volume II. Elle a travaillé exclusivement sur quatre entrées : les champs de foin, l'élevage de chevaux, l'industrie du chanvre de jute et les assurances », a écrit le porte-parole.

« Pendant cette période, la vice-première ministre n'a eu aucune interaction avec Volodymyr Kubijovyc. Elle condamne catégoriquement le nazisme, le fascisme et l'extrémisme de droite sous toutes ses formes.

« Chrystia Freeland était 'très brillante et très compétente', a déclaré Bohdan Krawchenko depuis Bichkek, au Kirghizstan, où il est chercheur principal à l'Université d'Asie centrale.

« Bohdan Krawchenko a déclaré que, bien que l'ouvrage soit basé sur les travaux de Volodymyr Kubijovyc et qu'il le mentionne en tant qu'éditeur, une grande partie de son contenu était original et rédigé dans un souci d'intégrité académique'.

« Pour sa part, Bohdan Krawchenko considère la reconnaissance de Yaroslav Hunka par la Chambre des communes comme une 'tragédie colossale'. 'Qu'on veuille faire de cet individu un héros ukrainien dépasse l'imagination', a-t-il déclaré. Il a ajouté que la célébration d'un vétéran de cette unité sape le 'bilan historique' que les Ukrainiens ont dû subir concernant leur histoire pendant la Deuxième Guerre mondiale.



Yaroslav Hunka est honoré à la Chambre des communes le 22 septembre 2023

« 'Cette unité historique mérite d'être discutée. L'héritage de la Deuxième Guerre mondiale en Ukraine est quelque chose que les Ukrainiens apprécient', a déclaré Bohdan Krawcenko. 'Qui, dans le monde, aurait pris cette initiative ? J'étais actif au sein de la communauté ukrainienne. Aucune personne saine d'esprit n'aurait fait cela[2].' »

De toute évidence, les collaborateurs nazis affirment qu'ils n'ont joué aucun rôle dans tout cela, ce qui est également un mensonge colossal. Ce que tout cela illustre, c'est qu'avec l'aide du gouvernement du Canada et du gouvernement de l'Alberta, les collaborateurs nazis ont pu se frayer

un chemin jusqu'aux plus hauts échelons du pouvoir, comme c'est le cas avec le Congrès des Ukrainiens canadiens (CUC) que Chrystia Freeland semble avoir intégré dans la prise de décision sur la conduite de la collaboration du Canada avec la guerre par procuration des États-Unis/OTAN en Ukraine.

Une délégation du CUC a même rencontré Charles III lors de sa visite officielle au Canada. Ses membres étaient également présents à la tribune, debout, applaudissant bruyamment Yaroslav Hunka qui a été présenté comme un « héros ». Il est ridicule de prétendre que personne ne savait qui ils étaient.



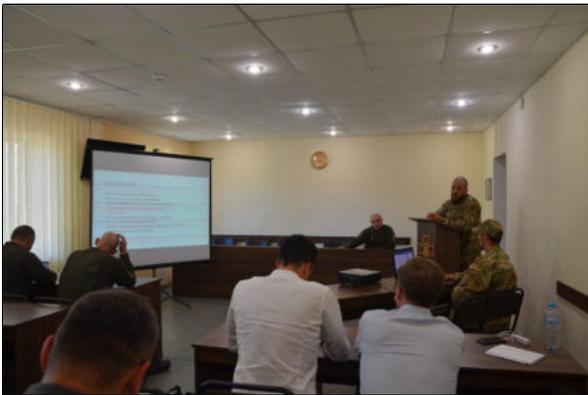
La vice-première ministre du Canada Chrystia Freeland et le premier ministre ukrainien Denys Shmyhal posent avec une délégation du CUC, le 11 avril 2023.



Charles et Camilla rencontrent le CUC lors de leur dernière visite au Canada, le 18 avril 2022.



À gauche : Paul Grod, alors président de l'UCC, avec le premier ministre Justin Trudeau le 5 avril 2017, pour discuter de la prolongation de l'opération. Il s'agit de la mission de formation militaire permanente du Canada dans le cadre de laquelle le Canada a sciemment formé des néonazis ukrainiens du bataillon Azov (à droite, le 3 novembre 2020), ce que le gouvernement a également tenté de nier.



Réunion entre des fonctionnaires canadiens et le bataillon néonazi Azov, 18 juin 2020

Notes

1. La déclaration complète peut être consultée [ici](#).
2. « [Chrystia Freeland contributed to encyclopedia downplaying Ukrainian SS unit's Nazi ties](#) », Andrew Lawton, *True North*, 27 septembre 2023



À titre d'information

Les dotations à l'Université de l'Alberta au nom de membres de la Waffen-SS et d'autres organisations avec des liens avec le nazisme

La dotation reçue par l'Université de l'Alberta au nom de Yaroslav Hunka, d'un montant de 30 000 dollars, a été retourné à sa famille[1]. Mais ce n'est pas la fin de cette affaire sordide. De nombreuses autres dotations ont été identifiées. Per Anders Rudling, de l'Université de Lund, a effectué des recherches sur ces dotations et estime qu'au total la valeur des dotations provenant de membres de la Waffen-SS ou en s'élève à plus d'un million de dollars. Il est clair que l'acceptation

d'une donation de Yaroslav Hunka n'avait rien d'« involontaire ». L'une des plus importantes dotations de l'Institut canadien d'études ukrainiennes (ICEU) de l'Université de l'Alberta est d'environ 430 000 dollars (en 2012), faite au nom d'un des principaux collaborateurs nazis : Volodymyr Kubijovyc.

La Fondation canadienne d'études ukrainiennes (FCEU), l'organe de financement de l'ICEU, dispose d'un fonds de dotation au nom de Pavlo et Olha Chandrouk. Ce fonds a été créé en 2011 grâce à un don de la Fraternité des vétérans de la Première division de l'Armée nationale ukrainienne, c'est-à-dire la division Waffen-SS Galicie. « L'objectif du fonds est de soutenir la recherche scientifique qui traite de l'histoire militaire ukrainienne, en général, et/ou de la participation des Ukrainiens dans la Deuxième Guerre mondiale, en particulier. Pendant les dix premières années, cette subvention annuelle sera accordée au projet d'encyclopédie de l'Encyclopédie en ligne de l'Ukraine pour ce type de travaux. Par la suite, la FCEU pourra continuer à verser la subvention annuelle au projet d'encyclopédie ou identifier un autre bénéficiaire répondant aux critères du fonds. »

Le prix Peter et Olya Savaryn a été créé par les Savaryn. Peter Savaryn était fier d'être membre de la division Waffen-SS Galicie à qui le gouvernement du Canada a décerné l'Ordre du Canada.

Le fonds de dotation Roman et Halia Kolisnyk et le fonds de dotation Levko et Marika Babij ont tous deux été créés en 2011, au nom et pour honorer la mémoire de deux des anciens combattants ukrainiens de la Waffen-SS les plus éminents au Canada. Il existe des conditions thématiques : le second est destiné à « l'étude de l'histoire ukrainienne du XXe siècle, en particulier de l'Ukraine pendant la Deuxième Guerre mondiale ».

Roman Kolisnyk (né en 1923) était le rédacteur en chef du journal des anciens combattants ukrainiens de la Waffen-SS, *Visti Kombantanta*. Le communiqué de presse de l'ICEU indique que « Roman Kolisnyk appartient à une génération d'émigrants ukrainiens qui, confrontés aux horreurs de la guerre et à la terreur communiste, n'ont eu d'autre choix que de se battre et de quitter leur patrie[2] ».

Levko Babij (1927-2010) était le président canadien de l'association des vétérans de la division Galicie. L'ICEU affirme que le fonds de dotation Babij Memorial « soutient les programmes et les subventions liés à l'étude de l'histoire ukrainienne du XXe siècle, en particulier l'Ukraine pendant la Deuxième Guerre mondiale. [...] En 1944, [Babij] a rejoint la division Galicie, plus tard la première division ukrainienne de l'armée nationale ukrainienne. [...] Il a été président national canadien de la Fraternité des anciens combattants de la Première Division de l'Armée nationale ukrainienne de 1986 à sa mort en 2010. »

Edward Brodacky, 1926-2007, « a rejoint en 1944 la division ukrainienne 'Galicie', dont la majeure partie s'est rendue à l'armée britannique à la fin de la Deuxième Guerre mondiale », indique la lettre d'information de l'ICEU.

Bien que l'ICEU ait fermé le site qui répertoriait les dotations, le site albertain Progress Report[3] avec l'aide de chercheurs concernés et de l'Association des étudiants de l'Université de l'Alberta, a découvert les dotations supplémentaires suivantes de membres de la division Waffen-SS Galicie dans les archives Internet et en effectuant des recherches dans les rapports financiers de l'ICEU :

- Au nom de Petro Malofij, maintenant d'une valeur de 150 000 dollars. Elle permet à des étudiants du district de Sniatyn, en Ukraine, d'étudier à l'Université nationale de Chernivtsi Fedkovych. Le gouvernement de l'Alberta a doublé le montant de la donation.

- En décembre 1991, la famille de Nestor Peczeniuk a fait un don de 74 000 dollars à la mémoire de ce dernier. La valeur de ce fonds s'élève aujourd'hui à 87 000 dollars.

- Sylvester Remeza a fait don de 100 000 dollars pour établir le Fonds de dotation de la famille Remeza pour soutenir la recherche et la publication liées à l'oeuvre du poète et écrivain ukrainien Bohdan Lepky.

- Le bulletin d'information de l'ICEU de 2003 fait état d'un don de 20 000 dollars de la fondation du révérend Marian Curkowskyj et du Dr Roman Curkowskyj pour contribuer à la publication d'une encyclopédie de l'Ukraine sur Internet. Roman Curkowskyj a été enrôlé comme infirmier dans l'armée allemande en 1945, mais sur son insistance, il a été transféré à la 14e division de la Waffen-SS « pour combattre l'Armée rouge soviétique et libérer sa patrie », selon la Fondation ukrainienne pour l'éducation catholique.

Le Fonds de dotation Michael et Mary Yacyshyn, doté de 28 700 dollars, a été créé en septembre 2013. Michael Yacyshyn est décrit dans le bulletin d'information 2014 de l'ICEU comme ayant « combattu pour l'indépendance de l'Ukraine » pendant la Deuxième Guerre mondiale.

- En mars 2016, un fonds de dotation de 100 000 \$ a été créé par la succession du Dr Demitrius Todosijczuk pour financer des bourses d'études, des prix ou des bourses d'entretien, des subventions de recherche et des publications savantes de l'ICEU. Selon M. Rudling, M. Todosijczuk a rejoint la Waffen-SS en juillet 1943 et est parti faire ses études de médecine à Giessen, en Allemagne, en mars 1944.

En outre, la recherche a permis de trouver des dons de membres de l'Organisation des nationalistes ukrainiens et de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne, toutes deux connues pour leurs crimes de guerre et leurs crimes contre l'humanité.

- Le fonds de dotation Célestin et Irena Suchowersky a été créé par Célestin en septembre 1999 avec 50 000 dollars pour financer des étudiants de maîtrise et de doctorat de la région ukrainienne de Bukovyna qui étudient au Canada. Il s'élève aujourd'hui à 100 000 dollars. Per Anders Rudling a informé Progress Report que Celestin Suchowersky était un membre de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) qui a participé aux négociations qui ont abouti à la création de la 14e Waffen-SS.

– En décembre 1998, un fonds de dotation de 50 000 dollars a été créé au nom de Dmytro Kupiak, qui, de 1943 à 1945, a combattu pour l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), l'aile militaire de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) de Stepan Bandera. La dotation offre des bourses d'études à des diplômés de l'enseignement secondaire de Busk, en Ukraine, pour qu'ils puissent étudier à l'Université nationale Ivan Franko de Lviv. Surnommé Klei, Kupiak était un commandant de l'UPA que l'Union soviétique a tenté de faire extraditer en 1964 pour avoir prétendument massacré 200 personnes dans un village près de Lviv, selon un article du *Globe and Mail* du 20 octobre 1971. Kupiak s'est présenté aux élections fédérales de 1972 sous la bannière des conservateurs. »

Notes

1. La déclaration complète peut être consultée [ici](#).

2. Mykola Soroka, « Roman Kolisnyk's New Fund and Bequest », communiqué de presse de l'ICEU, 9 mai 2011



Mission méprisable de l'Institut canadien d'études ukrainiennes et de l'Encyclopédie de l'Ukraine de réviser l'histoire



Les collaborateurs et les membres nazis de la division Waffen-SS Galicie, y compris son co-fondateur, ont joué un rôle clé dans la création de l'Institut canadien d'études ukrainiennes (ICEU) et son projet, *l'Encyclopédie en ligne de l'Ukraine*, avec pour mission de réviser l'histoire.

L'ICEU a été fondé en 1976 à Edmonton et a maintenant des bureaux à Toronto et à Lviv, en Ukraine. Son directeur de 1992 à 2012 affirme que l'ICEU « a comme objectif d'intégrer et rendre accessible les études ukrainiennes dans le domaine universitaire mondial et de l'Amérique du Nord et de devenir l'institution de recherche mondiale de pointe consacrée à la découverte, la préservation et la diffusion de connaissances au sujet de l'Ukraine et des Ukrainiens ».

Le volontaire de la Waffen-SS Peter Savaryn, qui était le président de l'Association des Progressistes-Conservateurs de l'Alberta et vice-président des Progressistes-Conservateurs au fédéral, membre du conseil d'administration et du sénat de l'Université de l'Alberta dont il deviendra le chancelier, est reconnu par l'ICEU comme ayant été instrumental dans la création de cet institut.

La gouverneure générale a récemment présenté des excuses pour l'octroi de l'Ordre du Canada à Peter Savaryn.

L'Encyclopédie en ligne de l'Ukraine, un projet majeur de l'ICEU, ne tarit pas d'éloges pour les collaborateurs nazis. Son précepte de base est que même le crime le plus haineux peut être justifié si l'on dit qu'il a été commis au nom d'une « Ukraine indépendante ». L'ICEU a accepté des fonds d'anciens membres de la Waffen-SS Galicie, en plus de les louer.

La « page d'accueil à *l'Encyclopédie en ligne de l'Ukraine*, parrainée par la page de l'Institut canadien d'études ukrainiennes », affirme que Volodymyr Kubijovyc était le rédacteur en chef de *l'Encyclopédie de l'Ukraine, Ukraine : une encyclopédie concise* (2 volumes, 1963, 1971), et *Encyclopédie de l'Ukraine (Volumes 1 et 2, 1984-1987)*. « Sa contribution en ce sens ne peut être surestimée. Sa conceptualisation de *l'Entsyklopedia Ukraïnoznavstva* a comblé une structure manquante du domaine universitaire de l'Occident. Surmontant d'immenses obstacles, Kubijovyc a

réuni les ressources intellectuelles dispersées et veillé à ce que le riche savoir de l'Ukraine des divers universitaires forcés d'émigrer pendant la Deuxième Guerre mondiale soit transmis aux générations futures. »

Prétendre que ces « divers universitaires » ont été « forcés d'émigrer pendant la Deuxième Guerre mondiale » est une falsification délibérée, tout comme Chrystia Freeland a caché la collaboration de son grand-père nazi avec les occupants nazis en prétendant qu'il avait « fui » l'Ukraine en 1939.

C'est ainsi que *l'Encyclopédie en ligne de l'Ukraine* décrit le collaborateur-en-chef ukrainien : « Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il [Kubijovyc] a dirigé le Comité central ukrainien (CCU) à Cracovie et, en 1943, a joué un rôle dans l'organisation de la division galicienne. Dans son rôle en tant que dirigeant du CCU, Kubijovyc a fait preuve d'une capacité exceptionnelle en tant qu'organisateur et homme d'État. »

Le Comité central ukrainien était l'organisation politique collaborationniste ukrainienne criminelle de la Pologne occupée. Sa publication était *Krakivski Visti (Nouvelles de Cracovie)* dont le rédacteur en chef était le grand-père de Chrystia Freeland, Michael Chomiak, responsable de la propagande fasciste et antisémite. Kubijovyc a joué un rôle déterminant dans l'organisation de la Waffen-SS Galicie. Le CCU était responsable de la propagande, de la collaboration pour le nettoyage ethnique, du pillage de denrées et de matières premières et du recrutement et du respect des quotas de jeunes et plus tard de personnes âgées pour les travaux forcés en Allemagne – 402 777 personnes en tout. *L'Encyclopédie* décrit les actions du CCU comme étant un « travail culturel et éducationnel ».

L'Encyclopédie en ligne de l'Ukraine contient un article sur la Confrérie des anciens soldats de la Première Division ukrainienne de l'Armée nationale de l'Ukraine, mentionnant sans préciser que ses quartiers généraux ont déménagé à Toronto « au milieu des années 1960 ». Les articles au sujet de la Waffen-SS Galicie sont intitulés « Division galicienne » et « Conseil militaire de la division galicienne », omettant avec soin de mentionner le mot Waffen-SS. On y affirme : « Le dirigeant du Comité central ukrainien à Cracovie, Volodymyr Kubiovyc, appuyait la formation de la division, qu'il considérait comme une force armée nationale et espérant influencer son caractère et son organisation en tant que base pour une future armée nationale. » On y affirme en outre que les Allemands ont promis à la division qu'ils combattraient uniquement l'Armée rouge, indiquant clairement que leur objectif était la défaite de l'Union soviétique et la victoire de l'Allemagne nazie. En fait, la division SS Galicie n'a eu qu'un seul combat contre l'Armée rouge et elle a presque été anéantie. Son rôle principal était de combattre les partisans qui luttèrent pour libérer leur pays contre l'occupation nazie de la Pologne, de l'Ukraine, de la Slovaquie et de l'Autriche, et de faire subir à la population civile les pires tortures et massacres, allant jusqu'à incendier des villages entiers.

Le projet dans son ensemble vise à falsifier l'histoire des collaborateurs ukrainiens en prétendant qu'ils étaient des « combattants de la liberté » pour une « Ukraine indépendante ». Ce prétexte sert à cacher que leur mission était une Ukraine ethniquement nettoyée de Polonais, de Juifs, de Roms, de communistes, de personnes handicapées, tous ceux qui combattaient les Nazis et ceux qui s'opposaient à leur projet. L'objectif de cette Ukraine purifiée était de réclamer sa place au sein de la « nouvelle Europe » établie grâce à une victoire nazie. Leur objectif aujourd'hui est le même, les mensonges du gouvernement canadien les aidant à réaliser leur rêve de devenir l'Armée ukrainienne. Il ne s'agit pas uniquement de ce qui est arrivé dans le passé. L'objectif a toujours été de former la prochaine génération de « combattants pour la liberté » ukrainiens sur le modèle néonazi.

La falsification de l'histoire vise à présenter le passé de sorte à justifier les actes méprisables dans le présent. Les excuser sous prétexte qu'il n'y a pas de preuves qu'ils auraient commis des crimes ou

que condamner leur machine de propagande, c'est s'opposer à la liberté de la presse et de parole est une caractéristique de la conciliation libérale avec le nazisme et il faut s'y opposer.



Monument anticomuniste à Ottawa

Au nom de la «diligence raisonnable», le Canada reporte l'inauguration du «Monument aux victimes du communisme»



Piquet d'information à l'emplacement du monument anticomuniste à Ottawa, 21 août 2020.

À la suite des révélations sur collaboration du gouvernement du Canada et des collaborateurs nazis de la Deuxième Guerre mondiale au parlement du Canada le 22 septembre, il a été annoncé que l'inauguration officielle par le gouvernement du Canada de son « Monument aux victimes du communisme – Le Canada, une terre d'accueil » – un projet inspiré par des collaborateurs et apologistes nazis dans et à l'extérieur du gouvernement – qui devait avoir lieu cet automne, a été reportée [1]. Jusqu'à aujourd'hui, peu importe le nombre de Canadiens qui ont décrié le projet ou dénoncé son financement et son objectif, le gouvernement a trouvé le moyen de le poursuivre. Et il semble qu'il soit en train de faire la même chose une fois de plus.

Sur son site web, Patrimoine Canada affirme : « Note importante : Bien que l'inauguration du Monument aux victimes du communisme – Le Canada, une terre d'accueil ait été prévue avant la fin de l'année 2023, le gouvernement du Canada fait preuve de diligence raisonnable pour s'assurer que tous les aspects du Monument respectent les valeurs canadiennes en matière de démocratie et de droits de la personne. »

Patrimoine Canada ajoute : « Le gouvernement du Canada est engagé à mener à bien ce projet. L'inauguration du Monument aura lieu en 2024. La date sera déterminée en concertation avec Hommage à la Liberté, le principal promoteur du projet. »

Les Canadiens s'opposent à un tel projet depuis sa conception, tout comme ils se sont farouchement opposés au fait que le gouvernement canadien a décidé d'accueillir et d'encourager l'entrée de criminels de guerre au Canada. Parmi les personnes au nom desquelles des dons ont été faits figurent les SS lettons, l'Oustacha croate, les membres du gouvernement fantoche hongrois mis en place par les nazis et responsable de la déportation de la population juive à Auschwitz-Birkenau, la « Garde nationale » slovène fasciste et la Garde de fer roumaine – et cette liste n'est pas exhaustive.



La liste des donateurs semble avoir disparu ou a été dissimulée mais tout indique que ce projet a été conçu pour glorifier le nazisme et pour justifier une cause visant à détruire la Russie d'aujourd'hui pour « venger » ce qu'on appelle les « victimes du communisme ». Il n'est pas passé inaperçu que le gouvernement du Canada n'a pas dépensé autant d'argent et d'efforts pour promouvoir un monument aux victimes de l'impérialisme américain partout dans le monde, ou du génocide colonial ni aux enfants enlevés et placés de force dans les pensionnats autochtones ni aux femmes, aux filles et aux personnes bispirituelles autochtones assassinées et disparues.

disant victimes du communisme vise à défendre et « commémorer ». L'affirmation selon laquelle le Canada fait preuve de « diligence raisonnable » reviendra hanter tous ceux qui ont participé à ce projet criminel. Aucune tentative d'aseptiser les preuves pour cacher que ce projet a été conçu pour rendre hommage à ceux qui ont perpétré des crimes de guerre et des crimes atroces contre l'humanité ne réussira à le rendre acceptable. C'est un projet pourri et toutes les tentatives pour le rendre acceptable montre quel genre de démocratie et de droits humains que défendent que défendent le gouvernement du Canada et les partis cartellisés.

Le Canada officiel doit rendre des comptes pour les criminels que le monument aux soi-

Ce que représente Hommage à la liberté ne peut être cautionné, peu importe l'argent et la reconnaissance qu'il a reçues des cercles officiels des États-Unis et du Canada. Les Canadiens ont sacrifié leur vie au cours de la Deuxième Guerre mondiale pour vaincre les héros dont on chante aujourd'hui les louanges. Les fondateurs et les bailleurs de fonds d'Hommage à la liberté sont la lie de la société. Prétendre que le monument est érigé « à la démocratie et aux droits humains », ou qu'il défend la sécurité de l'État contre le communisme ou une quelconque menace russe ou chinoise, ne convainc personne et ce que ses promoteurs représentent en dit long sur leurs intentions. Le gouvernement Harper et son ministre Jason Kenney, dont le mentor avoué, Aloysius Stepanic, a été responsable de l'assassinat de milliers de Serbes, ont été les premiers à s'engager dans cette voie. Ensuite il y a eu les gouvernements Trudeau dont la vice-première ministre participe elle-même à la glorification des collaborateurs nazis. D'autres dans des positions de pouvoir et d'influence sont aussi impliqués et il est maintenant temps de faire à nouveau la lumière sur cette affaire sordide.



Exigeons que le gouvernement du Canada fasse preuve de « diligence raisonnable » devant tout le monde. Lorsqu'il s'est lancé dans la croisade d'Hommage à la liberté dans le but de détruire la contribution et le sentiment antifasciste des Canadiens, son imposition d'un ordre du jour

anticommuniste et belliciste était claire. Aujourd'hui, le gouvernement tente d'étouffer l'affaire. Il pourrait retirer l'information que parmi les soi-disant victimes du communisme au nom desquelles des dons sont faits il y a des organisations fascistes et leurs dirigeants qui ont combattu avec Hitler. Il prétend que les reçus pour les dons en leur nom étaient une sorte d'« erreur involontaire » aux conséquences « imprévues ». Il n'y parviendra pas.

Tout ce monument doit être démoli. Avec ou sans les dons et les noms de ces nazis et de leurs collaborateurs, l'objectif de faire du Canada un refuge pour les victimes du communisme est inacceptable parce qu'il est basé sur les définitions de la guerre froide de la démocratie contre le totalitarisme. Ces définitions sont ressuscitées aujourd'hui pour inciter à des divisions parmi les Canadiens, en présentant ceux qui ne se conforment pas à l'idéologie dominante sur des questions cruciales comme la guerre en Ukraine, les objectifs de l'OTAN, la nécessité d'un nouvel ordre mondial où tous les pays sont égaux, le rôle international du Canada dans le soutien à Israël et la condamnation de ceux qui soutiennent le peuple palestinien et s'opposent aux crimes de l'État israélien – comme des antisémites et des terroristes, et ainsi de suite.

Tribute to Liberty était une organisation peu recommandable dès le départ. Le gouvernement du Canada a beaucoup à expliquer sur les raisons pour lesquelles il est associé à une telle organisation et pourquoi il alloue des terres et des fonds publics à la réalisation de son projet odieux. Il ne réussira pas à faire passer ce projet pour ce qu'il n'est pas, quoi qu'il fasse. Le monument doit être condamné et démoli et l'emplacement qui lui a été attribué devrait être remis aux peuples autochtones du Canada pour qu'ils en fassent ce qu'ils veulent, sans ingérence du gouvernement mais à ses frais.

Notes

1. L'idée d'un monument aurait germé lors d'une conversation de Jason Kenney avec l'ambassadeur tchèque en 2007, dans la lignée de la campagne anticommuniste qui se déroulait à l'époque en Europe de l'Est, dans les Balkans et en Ukraine, et qui comprenait l'érection de monuments à la gloire des forces fascistes, des marches et des expositions publiques de symboles nazis, la réécriture de manuels scolaires, les changements de nom de rues, etc.

Ayant suscité une vive opposition dès le départ, la taille, l'emplacement et la conception du monument, qui est appelé maintenant un monument commémoratif, ont été changés à plusieurs reprises, et le fait que d'abord le gouvernement Harper et puis celui de Trudeau ont investi des fonds publics dans un projet conçu par une organisation privée, a convaincu la Commission de la capitale nationale d'y allouer des terrains de bien public, à payer pour des remaniements jugés plus acceptables pour les Canadiens et autres. Assez !



Un coup d'oeil sur le financement du monument anticommuniste

Le monument anticommuniste devait initialement coûter 1,5 million de dollars et être financé par l'organisation privée Tribute to Liberty (Hommage à la liberté). Cependant, les Canadiens n'ont pas soutenu ce projet et la campagne de collecte de fonds a été un échec cuisant. « Le groupe à l'origine d'un monument controversé dédié aux victimes du communisme n'a pas atteint son objectif de collecte de fonds au printemps dernier », rapportait *CBC News* le 23 décembre 2015.

« Selon des documents obtenus grâce à la loi sur l'accès à l'information, Tribute to Liberty, les promoteurs du monument aux victimes du communisme, s'est engagé à recueillir 1,26 million de

dollars pour sa part du projet de 5,5 millions de dollars dans un accord avec le ministère du Patrimoine canadien.

« Mais à la date limite d'avril 2015 fixée dans cet accord, le groupe a indiqué à un comité directeur qu'il n'avait recueilli que 900 000 dollars.

« 'Nous sommes déçus de constater qu'à ce jour seuls quatre des huit donateurs ayant promis 100 000 dollars chacun ont honoré leur engagement', écrit la trésorière du groupe, Alide Forstmanis, dans un courriel du 22 avril adressé à Lorraine Pierce-Hull, coordinatrice des commémorations et de l'art public au ministère du Patrimoine canadien. »

Le monument a reçu des lettres de soutien du premier ministre Justin Trudeau, de l'ancien premier ministre Stephen Harper, de l'ancienne cheffe du Parti vert Elizabeth May, de l'ancien chef du NPD Tom Mulcair et de l'ancien ministre fédéral de la Justice Irwin Cotler.

Le fait est que cinq ans après le début du projet, en 2013, le gouvernement Harper s'est engagé à y contribuer 1,5 million de dollars, puis 1,5 million de dollars supplémentaires en 2014, pour un total de 3 millions de dollars.

« À la fin de 2014, le budget du projet avait atteint 5,5 millions de dollars, avec une part des contribuables de 4,3 millions de dollars », rapportait *CBC News* en 2021. En 2022, un porte-parole de la Commission de la capitale nationale (CCN) a déclaré que le coût total estimé du monument était passé à 7,5 millions de dollars. La ministre des Finances d'alors Chrystia Freeland a alloué 4 millions de dollars supplémentaires à Patrimoine canadien dans le budget 2021 « pour soutenir l'achèvement du monument aux victimes du communisme »[1], ce qui signifie que 6 millions des 7,5 millions de dollars ont été contribués par le gouvernement fédéral, tandis que le président de Tribute to Liberty, Ludwik Klimkowski, a déclaré à l'époque que Tribute to Liberty continuerait à solliciter des dons pour le projet. La page web de Patrimoine canadien indique aujourd'hui que la collecte de fonds est terminée.

Le site web de Tribute to Liberty indique qu'il recherche toujours des dons de 1 000 dollars en échange d'une commémoration officielle sur le mur lui-même et sur le site web. Un lien sur le site de l'association intitulé « Faites un don aujourd'hui » mène à PayPal et à un don automatique de 1 000 dollars. Mais Alide Forstmanis, trésorière de Tribute to Liberty, a déclaré que les dons pour le mur n'étaient plus acceptés et que l'organisation n'acceptait plus que des dons de 200 dollars pour les briques virtuelles.

Ludwik Klimkowski a écrit dans un courriel que la collecte de fonds de Tribute to Liberty était terminée à la fin de l'année 2017 et que tous les fonds nécessaires avaient été transmis à la CCN, qui supervise la construction du monument. Un porte-parole de la CCN a indiqué que Tribute to Liberty avait envoyé 1 million de dollars en 2017 et 500 000 dollars supplémentaires en 2018, et qu'il n'avait pas transféré de fonds supplémentaires.



Lettre du 14 février 2014 de Justin Trudeau, alors chef du Parti libéral, soutenant le monument anticommuniste



Autres lettres de soutien à Tribute to Liberty de (de haut en bas, de gauche à droite) : Irwin Cotler, Elizabeth May, Stephen Harper, Thomas Mulcair, Jason Kenney, Wladyslaw Lizon (cliquer pour agrandir)

En plus d'au moins 6 millions de dollars du gouvernement canadien, le monument a reçu un financement substantiel de sources anticommunistes virulentes au pays et à l'étranger. Tribute to Liberty indique que le gouvernement hongrois a versé 121 000 dollars, tandis que les gouvernements de Lettonie, de Croatie, de République tchèque, d'Estonie, de Géorgie, de Taïwan et de Lituanie ont chacun donné entre 25 000 et 50 000 dollars. Quatre familles ont fait cinq dons de 100 000 dollars ou plus. L'ancien premier ministre Stephen Harper a acheté plusieurs briques commémoratives, tout comme l'ancien premier ministre de l'Alberta Jason Kenney, qui a défendu le projet lorsqu'il faisait partie du cabinet de Stephen Harper. La sénatrice Linda Frum figure sur la page des donateurs du monument en tant que donatrice de longue date, ayant engagé plus de 100 000 dollars. Linda Frum et son mari, Howard Sokolowski, ont recueilli 400 000 dollars lors d'une collecte de fonds organisée chez eux.

Des organisations qu'on sait qu'elles ont été fondées par des collaborateurs nazis et des criminels de guerre et/ou qui font l'apologie de collaborateurs nazis et de criminels de guerre, se sont également engagées à verser des sommes considérables. Il s'agit notamment de la Latvian Relief Society of Canada, du Congrès des Ukrainiens canadiens (50 000 à 100 000 dollars), de la Fédération nationale lettone du Canada, du bureau national, de la Ligue des Ukrainiens du Canada, du Comité général des Croates unis du Canada et d'autres organisations croates, ainsi que de nombreuses autres organisations.

Le Comité général des Croates unis du Canada a dédié sa contribution à Ante Paveli, le décrivant comme un « docteur en droit ». En tant que chef du parti fasciste Usta ha, Paveli a dirigé le régime fantoche nazi dans la Croatie occupée de l'ex-Yougoslavie, où 32 000 Juifs, 25 000 Roms et 330

000 Serbes ont été assassinés par le régime, tués dans des camps de concentration, des villages rasés, des pogroms et des massacres. La même organisation a acheté une brique dédiée à un haut fonctionnaire de l'Oustacha, Mile Budak, qu'elle a simplement identifié comme un « poète ».

« Les références à Mile Budak et à Ante Paveli ont été retirées du site Web de Tribute to Liberty », écrit *CBC News* dans un reportage de juillet 2023. « On ne sait pas si les dons ont été restitués; lorsqu'on lui a posé la question, Ludwik Klimkowski, président de Tribute to Liberty, a dit qu'il serait 'prématuré' de commenter. Un autre responsable de l'Oustacha, Ivan Orani, figure toujours sur le site », ajoute *CBC News*.

L'Ordre des chevaliers de Vitéz a acheté cinq briques. Parmi les membres de cet ordre figuraient des membres de haut rang du gouvernement fantoche nazi établi en Hongrie à la fin de la guerre, qui a expulsé quelque 437 000 Juifs hongrois. « Il s'agit de la plus grande et la plus expéditive des opérations de déportation de l'Holocauste », selon Laszlo Karsai, professeur d'histoire à l'Université de Szeged, en Hongrie. « Plusieurs dizaines de milliers de membres du Vitéz ont reçu de grandes terres [de] propriétés juives », a-t-il expliqué à *CBC News*.

La section d'Edmonton de la Ligue des Ukrainiens du Canada a acheté cinq briques virtuelles en l'honneur de Roman Shukhevych. Ce dernier a dirigé l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) pendant la Deuxième Guerre mondiale et a été responsable de la mort de dizaines de milliers de Bélarusses, de Juifs, de Polonais et d'Ukrainiens. Le Congrès des Ukrainiens canadiens, qui a comme organisation membre la Fraternité des vétérans de la première division ukrainienne (Waffen-SS Galicie), a également apporté sa contribution. Il en va de même pour Paul Grod, ancien président du Congrès des Ukrainiens canadiens, qui a accompagné Justin Trudeau et son prédécesseur, le premier ministre conservateur Stephen Harper, lors de leurs voyages en Ukraine, et qui a ouvertement célébré la Waffen-SS Galicie[2].

Orest Steciw, directeur général de la Ligue des Canadiens d'origine ukrainienne, a dit à *CBC News* que son organisation avait bien parrainé des briques pour le monument, mais qu'il ne pouvait pas nommer les personnes à qui elles étaient dédiées parce qu'il n'était pas directeur général à l'époque.

En 2021, Patrimoine canadien a réagi à l'exposition de dons au nom de collaborateurs nazis et d'auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en annonçant qu'il examinerait la liste finale des noms figurant sur le monument en consultation avec Tribute to Liberty. Bien que les donateurs soient répertoriés (certains sont anonymes), il n'y a plus de liste des personnes au nom desquelles les dons sont faits sur le site web de Tribute to Liberty.

« Si le Canada commémore Ante Paveli ou Roman Shukhevych, il peut jeter à la poubelle son bilan en matière de droits humains », a déclaré Efraim Zuroff, directeur du Centre Simon Wiesenthal à Jérusalem. Efraim Zuroff s'est dit alarmé par les efforts déployés pour présenter les collaborateurs nazis de la guerre comme des patriotes anticommunistes.

« Depuis le début de leur indépendance renouvelée, après l'éclatement de l'Union soviétique, presque tous les gouvernements d'Europe de l'Est – et les éléments nationalistes des communautés de la diaspora – ont promu le canard de l'équivalence entre les crimes du Troisième Reich et ceux du communisme, dans le cadre d'un effort plus large pour déformer l'histoire de l'Holocauste et de la Deuxième Guerre mondiale », a-t-il déclaré.

Notes

1. « [Victims of communism memorial received donations honouring fascists, Nazi collaborators, according to website](#) », Taylor C. Noakes, *CBC News*, 23 juillet 2021



À titre d'information Le concept de design



Dessin du concept de l'Arc du souvenir, le concept gagnant choisi pour le Monument aux victimes du communisme.

Patrimoine canadien écrit : « Le concept retenu pour le Monument aux victimes du communisme est l'Arc du souvenir. Ce concept a été proposé par l'équipe Raff, un groupe d'architectes et d'architectes paysagistes de Toronto, dont fait partie Paul Raff (artiste et architecte), Michael A. Ormston-Holloway (designer et arboriculteur agréé), Brett Hoornaert (stagiaire en architecture de paysage) et Luke Kairys (architecte paysagiste). L'Arc du souvenir est une sculpture constituée de 4 000 tiges de bronze, qui exprime l'étendue de l'oppression communiste et invite les visiteurs à voir le Canada comme un pays accueillant et libre. »

L'Institut royal d'architecture du Canada a contesté le projet devant les tribunaux, arguant que la Commission de la capitale nationale (CCN) avait enfreint ses propres procédures sur les consultations publiques et les règles énoncées dans la *Loi sur la capitale nationale*. Un sondage réalisé au printemps 2015 a révélé qu'une majorité de Canadiens, dont près des deux tiers des répondants qui se disent conservateurs, s'opposaient au projet initial.



Liste de noms

Selon un reportage de *CBC News* :

« Initialement, le Mur du souvenir devait comporter les noms de 1000 victimes du communisme, mais à la fin de 2015, une liste d'environ 300 noms seulement avait été compilée. Le ministère a dit qu'il examinait maintenant une liste de 600 noms pour une éventuelle inclusion dans le mémorial.

« Patrimoine canadien a embauché l'historien Michael Petrou de l'Université Carleton pour

examiner ces 600 noms, mais pas les noms figurant sur le site Web de Tribute to Liberty ou dans ses bulletins d'information. M. Petrou a dit à *CBC News* qu'il y avait un chevauchement entre la liste des noms pour le monument et la liste figurant sur le site web.

« M. Petrou a déposé son rapport au ministère au printemps. Il a indiqué qu'il avait noté comme problématiques les noms des personnes figurant sur cette liste de 600 personnes qui ont collaboré avec les nazis ou ont été associées à des organisations fascistes actives en Europe de l'Est et dans les Balkans au cours de la Seconde Guerre mondiale.

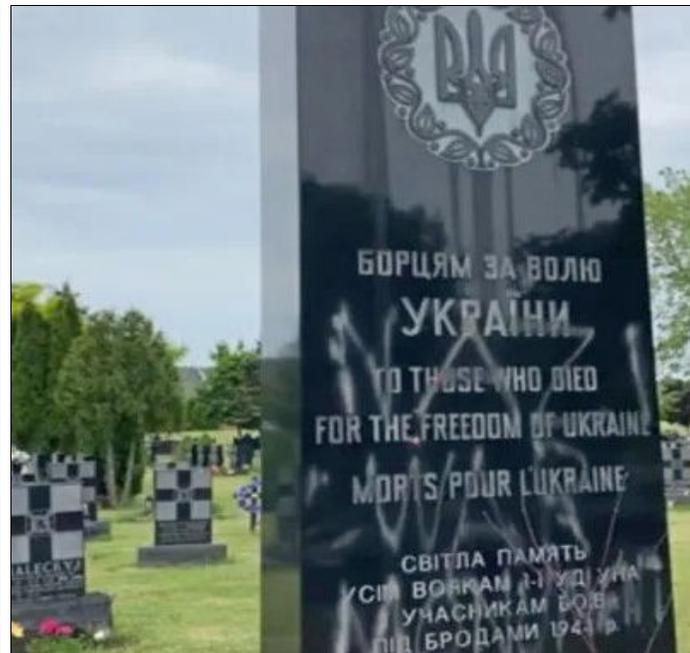
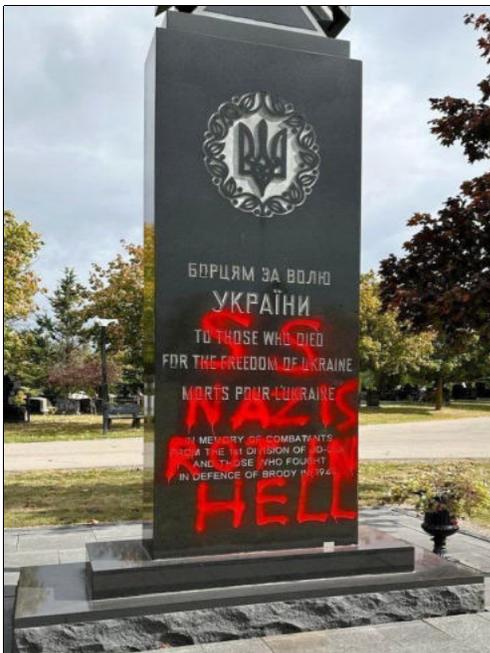
« M. Petrou a indiqué qu'il avait également marqué les noms de personnes qui ne pouvaient pas raisonnablement être qualifiées de 'victimes du communisme'.

« La liste de Pathways to Liberty semble adopter une définition très large des 'victimes du communisme' qui s'étend à d'autres victimes apparentes de la violence politique et aux vétérans des conflits de l'époque de la guerre froide.

« La liste figurant sur le site web comprend également des personnes qui ne semblent pas avoir été victimes de persécutions de la part de régimes communistes, comme Tara Singh Hayer, un journaliste et militant sikh assassiné à Vancouver en 1998, et Jagat S. Uppal, un homme d'affaires prospère de Colombie-Britannique qui a été l'un des premiers sikhs à fréquenter l'école publique de Vancouver.

« Le site web et le bulletin d'information de Tribute to Liberty indiquent que le projet Pathways to Liberty présente des histoires sur les victimes du communisme, tandis que le Mur des souvenirs affichera les noms des victimes et des survivants des régimes communistes.

« '[...] Les visiteurs verront des noms allant des noms des donateurs ou de leurs ancêtres aux noms de personnages et d'événements historiques qui sont importants pour ces donateurs', indique un communiqué de Patrimoine canadien, qui a décliné une demande d'entrevue. 'Ces noms seront liés à un site web qui sera créé et hébergé par Tribute to Liberty et qui partagera les histoires de ces individus, groupes et événements.'



Le monument aux collaborateurs nazis de la 1ère division ukrainienne de l'Armée nationale ukrainienne dans le cimetière ukrainien de St. Volodymyr à Oakville, en Ontario, est peint à la bombe, le 13 octobre 2023. Le mémorial avait déjà été vandalisé avec l'inscription des mots « monument de guerre nazi » en juillet 2020.

« Certains monuments commémoratifs de guerre au Canada ont suscité la controverse en raison de leurs liens avec des collaborateurs de guerre. Un cénotaphe dédié aux vétérans de la 'division Galicie' de la Waffen-SS dans un cimetière d'Oakville a fait les manchettes l'année dernière lorsque la police de la région de Halton a ouvert une enquête pour crimes de haine après qu'un slogan contre le nazisme a été écrit sur le monument, ce qui indique que l'opposition aux nazis, et non leur soutien, est un « crime de haineux ».

« Un buste de Roman Shukhevych à l'extérieur du Ukrainian Youth Unity Complex à Edmonton a été tagué avec les mots 'Nazi scum' (racaille nazie) à la fin de 2019. Comme il a été suggéré que l'acte pouvait être motivé par la haine envers un groupe identifiable, l'unité des crimes haineux et de l'extrémisme violent de la police d'Edmonton a été chargée d'enquêter, bien qu'elle ait finalement conclu que le geste ne répondait pas à la norme d'un crime haineux. »



Haut : le buste du collaborateur nazi Roman Shukhevych situé au Ukrainian Youth Unity Complex à Edmonton a été peint à l'aérosol en 2019 et de nouveau en 2021 et l'expose comme un collaborateur nazi . En bas : toujours en 2021, le monument de la 14e division Waffen SS du cimetière St. Michael's à Edmonton a été peint à l'aérosol.



Au sujet de Tribute to Liberty et sa définition de victimes du communisme

– LML 18 mars 2017 –

Alide Forstmanis (née Brodelis) est la trésorière et l'ex-présidente de Tribute to Liberty (de 2008 à 2012), un groupe établi en 2008 pour faire du lobbying auprès du gouvernement du Canada pour la construction d'un « Monument aux victimes du communisme » à Ottawa, la capitale nationale. Elle est un des neuf membres du conseil d'administration et une des deux seules personnes avec un titre défini, l'autre étant le président Ludwik Klimkowski. Selon les données de l'Agence du revenu du Canada, l'adresse et autres informations pour contacter Tribute to Liberty correspondent à celles d'Alide Forstmanis et c'est son adresse courriel personnelle qui est donnée pour les dons de charité. Son mari est Talivaldis (Talis) Forstmanis.

Alide Forstmanis est l'initiatrice d'une pétition lancée en mars 2008 pour demander au Parlement du Canada de soutenir le projet de « Monument aux victimes du communisme », un des premiers appels publics du genre[1]. La pétition permet de voir que le but premier du monument n'est pas de commémorer les victimes mais bien de faire de la criminalisation du communisme une politique officielle de l'État et de poursuivre la cause entreprise par les hitlériens de faire disparaître le communisme de la surface de la terre. Forstmanis écrit : « La victoire de la guerre froide demeure incomplète et nous devons faire de notre mieux pour que tout le monde reconnaisse la vraie nature de cette folle idéologie. Une société libre ne peut se dire satisfaite tant que tout le monde ne reconnaîtra pas que le communisme est une voie vers la terreur et l'oppression. [...] Le communisme n'est pas une chose du passé, il fait rage dans plusieurs pays aujourd'hui et pose une menace pour l'avenir du monde libre. »

Alide Forstmanis et son mari sont de Suède, nés de parents lettons. Ils citent tous deux le fait que leurs familles ont été des « victimes du communisme » pour appuyer leur projet de monument anticomuniste. Comme la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland, tous deux avaient des parents qui ont soutenu activement la guerre d'extermination fasciste et le nazisme, la mère d'Alide comme infirmière en Lettonie occupée par les nazis et plus tard en Allemagne pour soigner les soldats allemands, et le père de Talis Forstmanis en tant que rédacteur en chef d'une maison d'édition fasciste et d'un journal fasciste en Lettonie occupée.

Alide Forstmanis relate les activités de sa mère sur le site web de Tribute to Liberty où l'on trouve également un don au projet par une personne appelée Katie Subins qui se dit une « victime du communisme ». Forstmanis affirme : « Durant la Deuxième Guerre mondiale, Katie et ma mère ont fait des merveilles à soigner les soldats [*nazis – note du LML*] en Lettonie et en Allemagne [2]. »

Le père de Talivaldis Forstmanis était Fricis Forstmanis, aussi connu sous le nom de Fricis Dziesma[3]. Durant l'occupation nazie de la Lettonie de 1941 à 1944, Fricis était réviseur technique dans une maison d'édition antisémite et anticomuniste appelée Zelta bele et comme Michael Chomiak, le grand-père de Chrystia Freeland, il a travaillé pour un journal nazi appelé *Tevija* (« La patrie »)[4].

Tevija était le seul quotidien publié en Lettonie sous l'occupation nazie, soit du 1er juillet 1941 (le jour où les fascistes ont occupé la Lettonie) à octobre 1944. Le premier numéro publiait en page couverture une photo d'Adolf Hitler et annonçait : « La Lettonie est dorénavant libérée des communistes et des juifs[5]. » Il annonce aux Lettons l'occupation de la capitale, Riga, avec ces

mots : « La glorieuse armée allemande a eu le plaisir de libérer la vieille Riga grise du joug bolchévique. Nous jurons de combattre avec les Lettons jusqu'à ce que nous chassions les bolchéviques de cette terre. Que Dieu bénisse la Lettonie ! »

Le journal publiait régulièrement de la propagande antisémite, antisoviétique et anticommuniste et citait Hitler et Goebbels[6]. Comme *Kravivski Visti*, dont le rédacteur en chef était Chomiak, *Tevija* a joué un rôle majeur par sa propagande pour le recrutement de groupes comme le « Sonderkommando Ar js » (le commando spécial Ar js), une unité de volontaires fascistes lettons responsable de pogroms contre les juifs, les Roms, les communistes et d'autres. Plus tard il fit la promotion de la création de divisions SS lettones nazies. Parmi elles, il y avait la 15e division SS de grenadiers (1ere lettone) créée en 1943 et la 19e division SS de grenadiers de Lettonie (2e lettone) en 1944, qui ensemble formaient la « Légion lettone ». Les unités de volontaires qui ont commis des atrocités ont plus tard été intégrées à la « Légion »[7].

Dans un éditorial caractéristique du *Tevija* on lit : « Finalement, le temps est venu où la presque totalité des nations d'Europe ont appris à reconnaître leur ennemi commun : les juifs. Presque tous les peuples d'Europe ont commencé la guerre contre cet ennemi, tant sur les champs de bataille que dans la construction intérieure[8]. »

Le propriétaire de la maison d'édition Zelta bele était Mi elis Goppers qui, comme Forstmanis, s'est enfui en Suède pour échapper à la justice après la défaite des nazis en Lettonie. Goppers et Zelta bele ont publié en 1942 l'ignoble fraude historique antisémite intitulée *Latvia : Year of Horror* (Baigais Gads), qui, avec des photos d'atrocités nazies et de faux comptes rendus, prétendait que le communisme est une conspiration juive pour déposséder la Lettonie. Le livre falsifie l'histoire de la Lettonie et de son appartenance à l'Union soviétique à la veille de la guerre et présente les actions de masse des Lettons comme une conspiration de juifs pour « annihiler rien de moins que l'âme de la nation lettone ».

Le mythe de « Baigais Gads » créé par les nazis a continué d'être répété par les collaborateurs nazis en exil et leurs descendants après la guerre et a reçu ensuite statut officiel du gouvernement letton post-soviétique. Le blog *Latvian History* explique les origines du mythe dans un article du 13 juin 2016 :

« Les besoins de ce mythe s'expliquent par les objectifs des nazis en Lettonie en 1941-1942. Les directives politiques nazies édictées par Adolf Hitler étaient d'éliminer les juifs et les bolchéviques de l'Union soviétique. La politique nazie était de créer l'image que l'extermination était l'oeuvre de Lettons qui voulaient se venger contre l'Union soviétique. Les Allemands n'auraient qu'encouragé leurs actions par la propagande et l'aide. [...] À la fin, le mythe crée l'idée d'un génocide letton qui doit être vengé. [Le livre *Latvia : Year of Horror*] contient des documents et des images choisis ou faussés, dont beaucoup d'images très crues. [...] On y raconte que la République de Lettonie, à cause de sa faiblesse et des erreurs, s'est retrouvée sous occupation soviétique dirigée par des juifs suivant leur projet de domination mondiale. Les principales campagnes de répression auraient été menées par des bolchéviques juifs. L'Allemagne nazie est arrivée comme libératrice et a secouru les Lettons du danger du bolchévisme juif et maintenant les Lettons doivent faire leur part dans la création d'une Europe nouvelle. Il n'a jamais été question de rétablir l'indépendance de la Lettonie : l'avenir de la Lettonie était avec l'Allemagne nazie. [...] Après la défaite de l'Allemagne nazie, l'« année horrible » a été vécue par l'entremise des exilés lettons. Ils en parlaient dans leurs journaux et souvent cela devenait une partie de leur identité. » Dans les années 1990, une traduction anglaise du livre a été publiée avec une nouvelle introduction, non signée, provenant du Canada, qui cite des articles du *Toronto Sun* répétant les mensonges hitlériens à propos de la « prédominance de juifs parmi les dirigeants bolchéviques »[9].

La brochure promotionnelle du livre contient un tas de photos avec des vignettes comme celles-ci :

- « Des prisonniers accompagnés d'une foule en majeure partie juive et la foule contrainte de manifestants arrivent dans la rue. Un prisonnier s'adresse à la foule. Son visage est clairement tordu par la haine et le désir de détruire. »
- « Des bolchéviques antigouvernementaux déportés ou échappés retournent en Suède. Inutile de dire que la majorité d'entre eux sont juifs. »
- « Les bénévoles de l'ancien Front rouge de la guerre civile d'Espagne sont accueillis par des fonctionnaires juifs. »
- « La plupart des juifs étaient en extase. Les manifestations [prosoviétiques] du 5 août se transforment en célébrations nationales juives. »
- « Des juifs demandent l'annexion de la Lettonie à l'Union soviétique. »
- « L'organisateur de la Garde ouvrière et de la Milice populaire, un homme au long dossier criminel, était le juif Isaac Bucinskis. »
- « Les juifs se servent de contacts radio avec Moscou. »
- « Ils font la queue pour de la viande kasher. Ils adorent le dieu juif cruel qui exige que des animaux soient abattus lentement et torturés suivant le rituel religieux. »

Talis Forstmanis a écrit un compte rendu pronazi de l'histoire de son père et de la Lettonie dans une lettre parue dans le *National Post* le 28 décembre 2015. Il y parle de l'immense perte de vies en Lettonie sous occupation nazie, notamment une majorité de juifs lettons, et en blâme les communistes. Il écrit : « Mon père avait toujours une caméra avec lui. Son meilleur ami a été torturé à mort par les communistes. Beaucoup de parents d'amis ont 'disparu' et n'ont jamais été revus. La Lettonie a perdu environ 25 % de sa population durant cette période. Ceux qui vivent encore et qui sont au courant de ces événements tragiques sont en faveur de la construction du monument aux victimes du communisme à Ottawa. Il est devenu évident que beaucoup de gens au Canada ne connaissent pas l'histoire[10]. »

Les Canadiens connaissent assez bien l'histoire de la lutte antifasciste et sont fiers de leurs contributions. Aujourd'hui, Talis Forstmanis est également trésorier de la division canadienne de Daugavas Vanagi, une organisation fondée par et pour des anciens combattants lettons de la Waffen-SS qui ont combattu pour l'Allemagne nazie durant la Deuxième Guerre mondiale et qui ont fui vers les secteurs de l'Allemagne nazie qui allaient être sous contrôle américain. Parmi les fondateurs de Daugavas Vanagi se trouve Vilis Janums, un commandant de la 15e division SS de grenadiers et décoré de la Croix de fer nazie. Un autre fondateur, Andrejs Eglītis, était correspondant de guerre à Berlin pour *Tevija*. Tous ont servi d'une façon ou d'une autre dans la Légion lettone nazie[11].

Comme le grand-père de la ministre Freeland, les « victimes du communisme » identifiées par la fondatrice de Tribute to Liberty ont pris une part active à l'asservissement de l'Europe au fascisme nazi et à l'holocauste. Ils ont joué un rôle important dans la propagande inhumaine qui a directement facilité le génocide de juifs européens. Ils s'identifient tous à la cause hitlérienne de balayer le communisme de la surface de la terre, cause que Tribute to Liberty reprend aujourd'hui à son compte et veut faire adopter comme politique officielle par les Canadiens et par le gouvernement du Canada.

Mais ils ne parviendront pas à en convaincre les Canadiens qui ont à cœur leur contribution à la guerre antifasciste et leurs sentiments démocratiques. Ils ont maintenant une démonstration claire que l'élite dominante veut éliminer cette contribution et ces sentiments pour leur faire accepter les

plans bellicistes et anticommunistes rejetés par l'humanité. Faire passer les fascistes et les collaborateurs nazis pour des victimes du communisme ne saurait durer. Le Canada doit officiellement répudier ce projet de monument anticommuniste fasciste et toutes les tentatives de raviver le fascisme aujourd'hui, en Ukraine, en Lettonie et au Canada.

Notes

1. « Monument aux victimes du communisme à Ottawa », *petitiononline.com*, adressée au Parlement du Canada.
2. Sur le site de [Tribute to Liberty](#)
3. « [Fricis Forstmanis \(Dziesma\)](#) »
4. « [Fricis Dziesma](#) », *Nekropole*
5. Sur une liste d'éditeurs, Fricis Forstmanis apparaît comme responsable des illustrations. Des caricatures antisémites et antibolchéviques étaient routinières. Voir : « Anti-Semitic Nazi Propaganda in 'Tevija' Newspaper in July 1941 : The Discourse of Latvian Participation », Didzis Berzin, Archives nationales lettones, 2009
6. Voir les [archives numérisées de la Bibliothèque nationale lettone](#).
7. Pour plus d'information sur le meurtre de juifs en Lettonie sous occupation nazie, voir : « Mass murder of Jews in Latvia », Holocaust Education and Archive Research Team, ainsi que le livre de Gertrude Schneider, *Journey Into Terror : Story of the Riga Ghetto*. Praeger, 2001
8. [Traduit du russe](#)
9. « The Myth of The Horrible Year », Maris Goldmanis, *Latvian History*, 13 juin 2016
10. Durant l'occupation fasciste de la Lettonie de 1941 à 1945, près de 400 000 Lettons ont été tués selon les données soviétiques d'après-guerre. Cela comprend 70 000 personnes de foi juive tuées par les escadrons de la mort nazis et de nombreux Roms, des Russes et des gens d'origines ethniques diverses. Plus de 150 000 soldats sont morts sur le champ de bataille pour libérer la Lettonie du joug nazi, y compris des soldats lettons de l'Armée rouge. Selon les estimés d'une étude confidentielle de 1944 de l'OSS, précurseur de la CIA américaine, durant l'invasion nazie de la Lettonie en 1941 près de 75 000 Lettons ont cherché refuge en Union soviétique et de juin 1941 à juillet 1944 environ 60 000 Lettons ont été faits travailleurs esclaves pour l'Allemagne, tandis qu'un nombre équivalent de juifs lettons et d'autres nationalités ont été exécutés. L'OSS a répété les prétentions de la Croix rouge lettone sous occupation nazie que de 1939 à 1941, quelque 1 488 Lettons ont été exécutés et 34 340 ont été déplacés en Union soviétique.
11. Pour plus d'information, voir : *E. Avotins, J. Dzirkalis, V. Petersons. Daugavas vanagi : who are they ?* Latvian State Publishing House, 1963

(Cet article est originellement paru sous le titre « La définition de victimes du communisme des auteurs du projet de monument ».)



Lettre à la rédaction

Des excuses bidon

Le monde entier a vu le Parlement canadien se lever pour applaudir Hunka. La vice-première ministre a été démasquée pour avoir d'abord tenté de cacher les crimes de son grand-père, pour ensuite s'en excuser. Elle, ainsi que les ministres du gouvernement et les membres de tous les partis

cartellisés, chantent les slogans de l'aile fasciste Bandera de l'« Organisation des nationalistes ukrainiens » et de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne : « Gloire à l'Ukraine ! Gloire à l'Ukraine ! Gloire aux héros ! » On voit aussi de plus en plus dans quelle mesure les universités canadiennes sont engagées dans le projet de révision de l'histoire et de glorification du soutien au fascisme comme « nécessaire » pour « combattre le communisme ».

Les excuses bidon et les déclarations moralisatrices de déni ne suffisent pas.

Un lecteur de Winnipeg



Balado

Des nazis au Canada

– Étincelle-Radio, Jeunes pour le renouveau démocratique

L'Étincelle est un balado réalisé par les Jeunes pour le renouveau démocratique avec pour objectif d'aller au cœur de l'actualité et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

Cet épisode se penche sur ce qui se cache derrière l'ovation accordée à Jaroslav Hunka au Parlement le 22 septembre 2023, afin que les auditeurs puissent tirer leurs propres conclusions quant à sa signification.



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca